



**PREMIERE EDITION DE
« LOME PEACE AND SECURITY FORUM (LPSF) »**

DISCOURS D'OUVERTURE DE
MADAME **VICTOIRE S. TOMEGAH-DOGBE**,
PREMIER MINISTRE, CHEFFE DU GOUVERNEMENT

REPRESENTANT SON EXCELLENCE MONSIEUR
FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE



Lomé, le 21 octobre 2023



Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel,

Monsieur le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l’Union africaine,

Monsieur le Commissaire paix et sécurité de la Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’ouest,

Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions de la République togolaise,

Mesdames et Messieurs les ministres des pays frères et amis,

Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement togolais,

Messieurs les anciens Premiers,

Honorables députés à l’Assemblée nationale,

Mesdames et messieurs les membres du corps diplomatique, consulaire et des organisations internationales,

Distingués chefs traditionnels, garants de nos us et coutumes,

Distingués invité aux travaux du Forum,

Mesdames, Messieurs,

1. Ensemble, rendons grâce à Dieu pour ses bienfaits et pour nous avoir permis de nous réunir ce jour autour de cette belle thématique qu’est la paix et la sécurité. Je saisis cette opportunité pour former le vœu d’une paix partout : dans les cœurs, dans les maisons, dans nos pays, dans nos sociétés.

2. **Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République togolaise m’a fait l’insigne honneur de le représenter pour ouvrir les travaux de l’importante assise de ce jour. Je me fais le devoir de vous délivrer son message.

Je le cite.



3. « Mon pays, le Togo, se réjouit d'abriter les travaux de la première édition du Lomé Peace and Security Forum. En cet instant, sacrifiant bien volontiers à un agréable devoir, au nom du peuple et du Gouvernement togolais ainsi qu'en mon nom propre, je voudrais vous souhaiter, la cordiale bienvenue à Lomé et un agréable séjour sur la terre de nos aïeux.

4. Nous nous retrouvons à Lomé au moment où l'humanité fait face à d'immenses défis de gouvernance, de paix et de sécurité qui privent nos pays de perspectives sereines de développement harmonieux.

5. Des générations entières voient leurs horizons d'épanouissement assombris par les incertitudes politiques, les menaces sécuritaires ainsi que le vent de crise économique-financière.

6. Le présent Forum se veut être une opportunité d'échanges éclairés et de réflexions partagées sur la nécessaire appropriation endogène de notre démarche collective de consolidation démocratique. C'est un espace propice à l'éclosion de propositions de pertinence audacieuse et de réalisme fonctionnel.

Mesdames, Messieurs,

7. Les thèmes inscrits à l'agenda de la première édition du Lomé Peace and Security Forum augurent de riches débats que nous souhaitons aussi lucides que profonds. C'est ici le lieu de vous faire part de quelques réflexions.

i. Le défi de la construction de l'Etat. De manière générale, les pays africains sont socialement pluriels. Dans les temps anciens, des codes bien établis, tirés du vécu des communautés ont forgé des modèles de gouvernance que l'on appellerait aujourd'hui traditionnels. Ils ont assuré la prospérité et la puissance des royaumes et empires africains, aussi grâce à l'adhésion du plus grand nombre, si pas de tous. La Charte du Mandé de 1236 peut être considéré comme le précurseur de la Déclaration universelle des droits de l'homme, tellement ses dispositions plaçaient l'Humain au centre de tout.

Il est à déplorer que cette diversité sociale ait davantage servi de vecteur de division et de conflit. Le moment est indiqué pour nous interroger



sur les processus de construction de nos Etats. Partant des époques des indépendances voilà plus de six décennies, nombre de pays africains ont connu le choc démocratique des conférences nationales à la fin des années 80. Le tourbillon démocratique du printemps arabe qui a balayé le Maghreb fait encore payer à l'Afrique subsaharienne occidentale un lourd tribut à la suite de l'effondrement de la Lybie. Actuellement, de nouveaux foyers de déstabilisation, de tensions et de violences réapparaissent, parfois aggravés par l'expansion des extrémismes, du terrorisme et de la criminalité transfrontalière.

ii. L'enjeu de la centralité de l'Etat. La puissance publique, dans tous ses démembrements, est cette colonne vertébrale autour de laquelle s'organise la gestion de la société. Des institutions fortes forment le socle d'un Etat vertueux apte à remplir son rôle central de régulation, de préservation des équilibres majeurs, garantissant la paix et la stabilité. La mission de protection des citoyens, de sécurité et de développement ne peut s'accommoder d'un Etat faible, subissant impunément la défiance des entrepreneurs de la violence.

iii. Le pari démocratique. Le système de gestion de la société est d'autant plus réussi qu'il garantit à tous et à chacun le bénéfice d'un espace de vie, d'expression et d'épanouissement. Cette aspiration qui est une quête quotidienne était au centre des processus de démocratie initiés voilà trois décennies. Alors que certains observateurs parlent de régression démocratique, le rendez-vous de Lomé doit être un moment d'analyse rétrospective inventoriant les acquis à préserver et mettant en lumière les indispensables ajustements à opérer dans nos différents efforts de gagner le pari de cette transition vers une démocratie que nous souhaitons authentique, sans péjoration.

iv. L'insatisfaction des citoyens. De plus en plus, nous percevons l'expression de ces citoyens qui murmurent avoir perdu confiance dans la pratique démocratique. La multiplication des murmures faisant écho, il est entendu que trois décennies de démocratisation n'ont pas apporté les bénéfices attendus. Par ailleurs, les périls sécuritaires ont conduit les populations à douter des capacités des Etats à les protéger. Ils en viennent à exprimer leur défiance vis-à-vis de leurs élus et des institutions de l'Etat jusqu'à servir de justification aux actions de rupture de la légalité constitutionnelle. La conscience individuelle et collective est appelée à imaginer les mesures correctives idoines pour que notre démocratie inspire plus confiance et que nos institutions soient



d'avantage le reflet de la volonté de nos peuples.

v. Les attentes des jeunes générations. Globalement, les Subsahariens de moins de 30 ans représentent 70% de la population alors que 60% de mes compatriotes togolais ont moins de 25 ans. Les transitions politiques en cours dans certains pays tout comme les contextes de transition structurelle que connaissent d'autres pays partagent une constante qu'est le poids des attentes pressantes et exigeantes des jeunes africaines et africains. Ils réclament notamment d'être plus écouté, plus de participation politique, plus d'opportunités économiques, plus d'emplois de qualité, plus de protection sociale, une plus large offre en matière de santé et d'éducation. Dans un monde globalisé, ce village planétaire qu'animent les réseaux sociaux et l'intelligence artificielle, sollicitons le génie qui sommeille en chacun de ces jeunes pour promouvoir une offre démocratique qui donne des raisons d'espérer aux générations montantes. J'y vois un rôle important de renforcement de la cohésion sociale que jouerait l'animation d'un actif dialogue inter générationnel dans nos pays.

vi. La réalité d'un état de transition. De tout ce qui précède, l'une des conclusions qui peut être tirée est que les pays africains font encore face à des situations d'instabilité qu'aggravent l'activisme terroriste et les ruptures de l'ordre constitutionnel dans divers pays. Cette mauvaise humeur démocratique peut être un rappel à nous lancé signifiant que le modèle jusqu'ici porté nécessite des retouches. C'est à cela que nous devons nous atteler avec exigence et délicatesse.

Mesdames, Messieurs,

8. Au vu de la situation que nous connaissons dans toutes les régions de notre continent, nos pays sont des Etats en transition. Oui, la transition économique vers le développement, la transition sociale née de l'évolution du monde, la transition politique vers des systèmes de gouvernance qui répondent le mieux possible aux attentes de nos populations.

9. Le pays qui vous accueille ce week-end poursuit sa transition vers un modèle démocratique qui repose sur le souci de garantir une justice équitable, de consolider la cohésion sociale, de renforcer l'unité nationale, de promouvoir une gouvernance politique inclusive et d'assurer une prospérité partagée par une juste redistribution des ressources nationales.



10. Comme le disait feu Koffi Annan, il n’y a pas de paix sans développement comme il n’y a de développement sans la paix. Cette paix qui devient une denrée rare par ces temps et à travers le monde reste une valeur essentielle. De cette tribune, je réitère l’engagement du Togo à toujours privilégier les voies pacifiques de dialogue, de concertation et de médiation dans la gestion et la résolution des conflits qui ont coûté à l’économie mondiale 17.500 milliards de USD en 2022. La moitié des missions de maintien de la paix engagées par les Nations Unies sont en Afrique et coûtent plus de 10 milliards de dollars par an et certaines durent depuis plus de 20 ans avec des résultats, une pertinence et une efficacité de plus en plus discutées dans les instances internationales. Il en est de même du rôle de nos institutions continentales et régionales qui sont particulièrement interpellées par nos concitoyens qui expriment un fort besoin d’organisations, non seulement solides mais également plus proches des réalités des terroirs.

11. A l’heure où le multilatéralisme est secoué par la montée des nationalismes et du souverainisme, alors que la promptitude à la guerre l’emporte sur l’inclinaison au dialogue, la tradition africaine de l’arbre à palabres doit nous inspirer, aujourd’hui plus encore. En faisant de Lomé la capitale de la paix, de la médiation, du dialogue et de la tolérance, le Togo marque sa pleine disponibilité pour faire vivre l’idéal de paix, socle de l’envol vers le développement.

Ladies and Gentlemen,
Distinguished Guests,

12. By convening this first edition of the Lomé Peace and Security Forum, my firm intention is to recall my full commitment to contribute significantly to all non-violent conflict resolution initiatives.

13. While african countries are facing many challenges mainly related to peace and security, African people have a huge number of home made peace solutions through so-called traditional mechanisms. The Lomé forum is a golden opportunity for us to share our thoughts on the best way to promote our home grown solutions for a better future, a more peaceful future in accordance with our shared values and principles.



14. Reiterating my best welcome wishes to all of you, I wish you fruitful and successful deliberations. I look forward to the most innovative, pragmatic and efficient recommendations on the best way to strengthen our common walk, for the benefits of our fellow African sisters and brothers.

Mesdames, Messieurs,

15. Pour clore mon propos, je formule le vœu ardent que cette première édition pose les jalons d'une réflexion nourrie dont les conclusions apporteront une valeur ajoutée à l'édification de sociétés démocratiques plus authentiques, unies, prospères et solidaires. Lomé Peace and Security Forum n'est pas une initiative de plus. Nous devons être les premiers à contribuer par notre mobilisation à la réalisation de cet idéal d'un monde plus sûr pour tous et pour chacun ».

Fin de citation.

Distingués invités

Mesdames, Messieurs,

16. Au nom de **Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République togolaise je déclare ouverts, les travaux de la première édition du Lomé Peace and Security Forum.

Je vous remercie.